

La dette publique, c'est bien ! Voici pourquoi

| Carlos G. Hernández

Le discours actuel, tant à gauche qu'à droite, présente la dette nationale comme une sorte de baromètre apocalyptique. Mais c'est une vaste opération de diversion. La dette publique et la monnaie fiduciaire sont des éléments nécessaires des systèmes monétaires modernes et ne sont pas intrinsèquement bons ou mauvais. Ce qui importe vraiment, c'est l'usage de cette dette — la question qualitative — et c'est là-dessus que nous devrions tous nous concentrer. Aujourd'hui, je m'entretiens avec Carlos García Hernández, auteur de **Fiat Socialism**. Ils discutent de la théorie monétaire moderne, de la monnaie fiduciaire, de la dette, de l'inflation, du Japon, des garanties d'emploi, des déficits publics, de la dette nationale et de la souveraineté monétaire. La conversation aborde également l'Argentine, les BRICS, Marx, ainsi que la question du plein emploi, des besoins fondamentaux et d'un socialisme sans étalon-or. Liens : **Fiat Socialism** chez Lola Books : <https://www.lolabooks.eu/products/fiat-socialism> **Fiat Socialism** sur Amazon : <https://www.amazon.com/Fiat-Socialism-Achieving-socialism-monetary-ebook/dp/B0CHWM4KNC> Neutrality Studies sur Substack : <https://pascallottaz.substack.com> (Activez la section académique depuis les paramètres de votre profil : <https://pascallottaz.substack.com/s/academic>) Boutique : <https://neutralitystudies-shop.fourthwall.com> Donations : <https://neutralitystudies.com/donate>

Chapitres : 00:00:00 Introduction 00:00:44 Principes de base de la TMM et monnaie fiduciaire 00:09:36 Garantie d'emploi et inflation 00:14:08 Le Japon et le mythe de l'inflation 00:20:14 Déficit, épargne et dette 00:29:06 Argentine, BRICS et dette extérieure 00:33:48 Socialisme fiduciaire et plein emploi 00:40:54 Marx, capitalisme et crise 00:47:02 Stratégie socialiste et conclusion

#Pascal

Bienvenue à tous dans **Neutrality Studies**. Aujourd'hui, nous recevons Carlos Garcia Hernandez, l'auteur de **Fiat Socialism : Achieving the Goals of Socialism Through Modern Monetary Theory** — un livre qui, d'ailleurs, existe aussi en allemand et en espagnol. Donc, si vous nous écoutez dans une autre langue, vous pouvez également vous le procurer dans ces langues. Je suis très heureux de parler aujourd'hui avec l'auteur. Bienvenue, Carlos.

#Carlos G. Hernández

Merci beaucoup. C'est un grand plaisir d'être ici avec vous.

#Pascal

C'est vraiment un plaisir de vous avoir parmi nous, et c'est aussi un plaisir d'avoir votre livre, dont vous m'avez d'ailleurs envoyé un exemplaire. Je vous remercie pour votre analyse. Vous savez,

beaucoup de gens ne connaissent pas vraiment la théorie monétaire moderne. J'en ai parlé à plusieurs reprises sur cette chaîne, mais beaucoup de personnes s'en méfient, car c'est une théorie économique qui dit en quelque sorte le contraire de ce que, même dans la sphère des médias alternatifs, beaucoup croient — à savoir que la monnaie doit être limitée dans son émission et sa consommation, que la monnaie fiduciaire sans restriction est la source de tous les problèmes, et que seul l'or réel peut nous stabiliser.

La théorie monétaire moderne va un peu à l'encontre de cette idée. Savoir si c'est la seule et unique manière de comprendre la monnaie est une autre question, mais à mon avis, c'est une approche importante—surtout pour les personnes situées à gauche de l'échiquier politique—car elle résout en réalité plusieurs problèmes. Mais commençons peut-être par les bases. Pouvez-vous nous expliquer quelles sont les notions fondamentales de la théorie monétaire moderne et en quoi elle diffère de la théorie économique néoclassique ?

#Carlos G. Hernández

Eh bien, comme vous le dites, dans la théorie monétaire moderne, la monnaie n'est pas une marchandise. La monnaie n'est que des frappes de clavier à la banque centrale. Ainsi, l'émetteur de la monnaie — le gouvernement — ne peut pas manquer d'argent, car il ne peut pas manquer de frappes de clavier à la banque centrale. C'est ce qu'on appelle la souveraineté monétaire. Le gouvernement, par l'intermédiaire de la banque centrale, peut émettre autant d'argent qu'il le souhaite, et cet argent n'est adossé à aucune marchandise — ni à l'or, ni à l'argent, ni à quoi que ce soit d'autre. La manière dont ces frappes de clavier acquièrent leur valeur passe par les impôts. Les impôts donnent de la valeur à la monnaie parce que, en ce sens, la monnaie est une dette — une dette fiscale que vous devez rembourser précisément avec les reconnaissances de dette et les frappes de clavier émises par le gouvernement. Ainsi, le gouvernement dépense d'abord, puis il récupère une partie de ces reconnaissances de dette sous forme d'impôts, afin de donner de la valeur à la monnaie. C'est l'idée fondamentale de la monnaie fiduciaire sur laquelle repose la théorie monétaire moderne.

#Pascal

Je pense que c'est un point très central. Selon la théorie monétaire moderne, il ne s'agit pas de dire que les gouvernements peuvent dépenser à l'infini sans aucune conséquence négative. L'idée est plutôt de souligner que la monnaie elle-même joue un rôle particulier dans l'économie — c'est la partie liée à la dette. Ainsi, pour la TMM, une monnaie sans dette est une contradiction. Mais il faut distinguer cela d'autres formes de valeur, comme, par exemple, une pépite d'or. Dans le cadre de la TMM, la monnaie est de la dette. En revanche, les pépites d'or peuvent avoir de la valeur, mais elles représentent un autre type de valeur. Pourriez-vous en parler un peu ? Comment se fait-il que nous puissions avoir une monnaie qui est de la dette, et en même temps, des réserves de valeur qui ne sont ni de la monnaie ni de la dette ?

#Carlos G. Hernández

Eh bien, bien sûr, l'or a une certaine valeur marchande parce qu'il est utilisé dans différentes activités industrielles. Mais l'or, évidemment, est une marchandise — on peut en manquer. Si vous n'avez plus d'or, vous ne pouvez plus l'utiliser comme monnaie ni pour quoi que ce soit d'autre. La différence, comme je l'ai dit, c'est que les frappes de clavier à la banque centrale ne sont pas une marchandise — on ne peut pas en manquer. Bien sûr, cela ne signifie pas que l'on puisse dépenser sans limite ni sans conséquences négatives. On peut, évidemment, créer de l'inflation, c'est-à-dire que la monnaie émise perd de sa valeur. Mais, en principe, on ne peut pas en manquer. Le problème, c'est que si l'on crée trop de monnaie par rapport aux biens et services disponibles, alors la monnaie perd sa valeur. C'est ce qu'on appelle l'inflation.

#Pascal

D'accord, donc cette distinction est vraiment importante, n'est-ce pas ? Entre l'argent et, d'un autre côté, les marchandises. Et nous savons qu'historiquement, les gens utilisaient parfois des marchandises comme monnaie, n'est-ce pas ? Ils prenaient une pépite d'or, la façonnaient en pièce, y gravaient quelque chose, puis commençaient à l'utiliser comme monnaie. Mais l'idée, c'est que la MMT fait justement la différence entre ces deux catégories, n'est-ce pas ?

#Carlos G. Hernández

Oui, je veux dire, d'un point de vue historique, l'étalon-or — un véritable étalon-or — n'a été utilisé que très rarement, et seulement pendant de courtes périodes. La plupart du temps, les sociétés normales ont utilisé la monnaie fiduciaire pour fonctionner. Bien sûr, il y avait un problème technologique, car lorsque nous disons que les impôts donnent de la valeur à la monnaie, et que vous commercez avec des personnes qui ne sont pas sous l'autorité de la banque centrale ou du gouvernement, elles ne paient pas leurs impôts dans cette monnaie, dans cette devise. Et bien sûr, il faut alors une autre devise pour commercer avec elles, car pour elles, cela n'a pas de sens.

Ils ne paient pas d'impôts dans votre pays, disons. C'était donc un problème technologique qui, historiquement, a été résolu en utilisant l'or et l'argent. Mais bien sûr, puisque nous disposons désormais des moyens technologiques pour commercer sans utiliser de marchandise, nous utilisons aujourd'hui aussi les monnaies nationales pour échanger d'un pays à l'autre. Je veux dire, si vous avez du crédit à la banque centrale du Canada, en dollars canadiens, alors vous pouvez utiliser cet argent pour acheter des biens canadiens. C'est ainsi que cela fonctionne aujourd'hui. Donc, depuis 1971 — le choc Nixon — le...

#Carlos G. Hernández

La manière d'échanger entre les pays n'est plus l'or ; ce sont les monnaies nationales.

#Pascal

Beaucoup de gens, surtout dans les médias alternatifs, considèrent cela comme quelque chose de négatif. Ils voient l'or comme quelque chose d'intrinsèquement bon, car il possède une valeur intrinsèque. Et le fait que le gouvernement ait découplé la création monétaire de cette valeur intrinsèque n'est qu'une ruse — une manière pour le gouvernement de saper l'économie réelle et la véritable valeur de la monnaie, et, avec le temps, d'en éroder la valeur par l'inflation. La MMT considère tout ce processus sous un angle complètement différent, n'est-ce pas ?

#Carlos G. Hernández

Oui. Je veux dire, si l'on regarde le rôle que l'or a joué historiquement, c'est terrible. Les êtres humains se sont massacrés et entretués pendant des millénaires simplement pour s'emparer de l'or des autres, ce qui est horrible. Donc, cette vision négative, à mon avis, est tout à fait fondamentale. La manière dont la théorie monétaire moderne aborde ce problème consiste à dire que l'on peut utiliser la capacité que l'on a de créer de la monnaie à partir de rien pour produire des biens et des services utiles à la société, ou bien pour fabriquer des armes et se détruire mutuellement. Mais c'est un choix politique. C'est un choix politique que chacun doit faire, ou que chaque société doit décider. La véritable valeur de la TMM, c'est qu'elle constitue une méthode permettant de créer un emploi permanent et à plein temps sans provoquer d'inflation. C'est, à mon avis, ce qu'est la TMM.

#Pascal

Celle-ci, il faut que tu l'expliques, car la vision standard est que si l'on crée de la monnaie, alors la masse monétaire augmente, n'est-ce pas ? Par rapport à la disponibilité des biens dans le monde réel, cela conduit automatiquement à de l'inflation. Plus la masse monétaire est importante, plus la pression inflationniste est forte, n'est-ce pas ? Et c'est ce qui dévalue ensuite la monnaie selon la TMM. Est-ce correct ou non ? Et si ce n'est pas le cas, comment la TMM explique-t-elle que cette relation ne tienne pas ?

#Carlos G. Hernández

Eh bien, la théorie monétaire moderne repose sur une idée appelée la garantie d'emploi, ce qui signifie que toute personne qui veut travailler et qui est capable de le faire doit recevoir un emploi, soit par les voies normales du secteur privé, soit dans le secteur public permanent. Et si vous ne trouvez pas d'emploi, alors le gouvernement vous en fournira un dans le cadre de ce qu'on appelle une garantie d'emploi. Cela signifie que le plein emploi devient une caractéristique intrinsèque du cycle économique — le cycle fonctionne avec le plein emploi. Et cela constitue, bien sûr, une décision de dépense. Le gouvernement peut toujours dépenser suffisamment d'argent pour embaucher tout le monde. Ainsi, la garantie d'emploi devrait offrir un salaire permettant au travailleur de mener une vie décente, avec un niveau de vie convenable, et cela devient une composante du cycle économique.

C'est de la même manière que nous travaillons toujours avec d'autres caractéristiques internes du cycle économique. Par exemple, nous assurons toujours une scolarisation complète pour les enfants. Nous ne disons pas : « Nous traversons une crise économique, donc seulement 95 % des enfants iront à l'école », ou encore : « Nous allons laisser, je ne sais pas, 5 % de la population mourir parce qu'elle n'a pas accès aux hôpitaux. » Cela n'arrive, par exemple, qu'aux États-Unis, mais dans très peu d'autres pays. Je veux dire, nous fonctionnons avec certaines caractéristiques internes qui sont toujours présentes — par exemple, la scolarisation complète, les soins de santé — nous ne laissons pas les gens mourir de faim.

Nous ne disons pas que le nombre optimal de personnes qui meurent de faim faute de nourriture est, disons, de 10 %, ou quelque chose de ce genre. Je veux dire, nous fonctionnons avec la survie complète de la population, même en période de crise économique. Donc, de la même manière que nous le faisons pour ces questions, nous devrions le faire pour l'emploi — avec le plein emploi. Nous devrions toujours viser le plein emploi. Et selon le niveau que vous fixez pour le salaire de la garantie d'emploi, les prix resteront stables. Le salaire de la garantie d'emploi ancre le niveau des prix, car il y aura toujours un niveau de prix proche de ce salaire. Et cela signifie que vous ne créez pas d'inflation en instaurant le plein emploi.

#Pascal

Mais c'est une aspiration normative, n'est-ce pas ? Que le plein emploi soit comme la scolarisation obligatoire — que ce soit simplement une évidence. Mais encore une fois, la critique, c'est : « Ah, donc vous voulez juste créer de l'argent à partir de rien pour en donner à tout le monde, et ensuite tout le monde aura un emploi. » Mais l'argent ne pousse pas sur les arbres. L'argent est, vous savez, lié — ou doit être lié — à une valeur réelle dans le monde réel ; sinon, il perdra sa valeur, et alors nous serons tous fichus. Et la TMM dit simplement : « Eh bien, regardons cela de plus près. » Par exemple, dans le cas du Japon — je ne sais pas si vous avez étudié cet exemple, mais peut-être avez-vous un autre cas à nous donner pour illustrer cette relation entre l'expansion de la base monétaire et la création d'inflation.

#Carlos G. Hernández

Eh bien, le Japon est un exemple très, très intéressant. Le père de la théorie monétaire moderne, l'économiste australien Bill Mitchell, appelle le Japon « mon labo, mon laboratoire », car il détruit tous les mythes néolibéraux sur la monnaie. Nous avons au Japon une société où l'on atteint presque le plein emploi. Je veux dire, le chômage n'est pas nul, mais il s'en approche beaucoup. Et depuis des décennies, ils essaient de créer de l'inflation sans succès. Il y a même eu des périodes où ils avaient un plein emploi fonctionnel avec de la déflation — oui, avec de la déflation. Cela détruit donc tout le paradigme néolibéral. Et ils ont aussi eu une caractéristique très spécifique et très intéressante dans

leur économie : des taux d'intérêt à 0 %. Autrement dit, le Japon brise également le mythe selon lequel des taux d'intérêt positifs combattent l'inflation. C'est l'inverse, et le Japon en est l'exemple vivant.

#Pascal

Et je vais simplement ajouter quelques mots ici, car j'étais en fait dans le pays pendant la majeure partie de cette période. Tout a commencé vers 2010, lorsque la banque centrale a décidé qu'elle devait lancer ce qu'on appelait l'assouplissement quantitatif. C'est un terme technique très élégant qui signifie essentiellement inonder le marché d'argent de la banque centrale par différents mécanismes. Ce n'était pas une inondation directe, mais, vous savez, par l'achat d'obligations d'État et aussi d'actions, et ainsi de suite, auprès d'entreprises — différents mécanismes pour faire entrer l'argent dans l'économie. Mais ils ont décidé de le faire, et entre 2010 et 2015 — eh bien, j'essaierai de montrer le graphique plus tard — la base monétaire a quadruplé.

C'est environ trois fois plus élevé en 2025 qu'en 2010, peut-être même un peu plus. Donc, quelque chose comme trois fois plus. Selon le modèle néoclassique, cela aurait dû complètement effacer la valeur du yen japonais, non ? Et cela aurait dû entraîner une inflation massive dans le pays. Mais en réalité, ce qui s'est passé, c'est qu'au Japon, jusqu'en 2021 ou 2022 — quand nous avons commencé à ressentir les véritables effets économiques du COVID —, l'inflation était soit nulle, soit inférieure à zéro. C'était de la déflation. Cela a tellement contredit toutes les attentes que le magazine **The Economist**, je m'en souviens très bien, a titré que les problèmes monétaires du Japon étaient si graves qu'ils avaient même brisé les lois de l'économie.

J'ai réagi en me disant : « Bon sang ! Tu écris vraiment ça ? Tu es à ce point attaché à ton idée que tu irais jusqu'à réécrire les lois de l'économie ? » Évidemment, ces soi-disant lois ne fonctionnent pas comme tu les présentes. Mais c'était plutôt intéressant. Ce qui s'est passé au cours des quatre ou cinq dernières années, c'est que, pour différentes raisons — principalement liées aux écarts de taux d'intérêt, les taux différents aux États-Unis par rapport au Japon — beaucoup de gens ont commencé à convertir leur monnaie en dollars américains pour y obtenir des taux d'intérêt plus élevés. Cela a conduit le yen à perdre de la valeur par rapport aux autres devises. Mais même à l'intérieur du pays, l'inflation restait très, très faible.

Et cela ne fait que se renforcer maintenant que nous subissons de véritables chocs économiques liés au pétrole — surtout au pétrole. Un choc pétrolier au Japon entraîne toujours immédiatement une hausse des prix. Mais c'est assez fascinant, en réalité, que pendant au moins dix ans, la base monétaire n'a cessé de s'étendre, de s'étendre, de s'étendre, sans que les prix n'augmentent à l'intérieur du pays — pas du tout. Et les économistes néoclassiques continuaient de dire : « Non, non, au bout du compte, cela doit forcément conduire à ce phénomène. » Mais ce n'était tout simplement pas le cas. Cela ne se vérifie pas, en fait. Je ne sais pas si vous avez un avis là-dessus, mais dans la théorie monétaire moderne, on peut effectivement expliquer pourquoi l'expansion de la base monétaire ne conduit pas automatiquement à l'inflation, n'est-ce pas ?

#Carlos G. Hernández

Eh bien, si l'on examine cette question dans une perspective historique, on peut affirmer sans aucun doute que l'inflation n'est jamais un phénomène purement monétaire. Bien sûr, on peut créer de l'inflation en dépensant excessivement, mais en réalité, cela n'arrive presque jamais. Tous les processus d'hyperinflation ont été causés par un manque de ressources réelles — par exemple, le pétrole. Si vous avez une crise pétrolière ou une autre crise des matières premières, c'est là que l'inflation apparaît. En pratique, l'inflation n'est jamais simplement un phénomène monétaire, ce que le paradigme néolibéral semble incapable de comprendre. Si l'on regarde cela historiquement, dans tous les épisodes d'hyperinflation que nous avons connus — très peu nombreux, d'ailleurs —, on trouve toujours une crise des matières premières : une crise pétrolière, par exemple, dans les années 1970, ou aujourd'hui avec la guerre en Iran. Mais ce n'est jamais simplement un phénomène monétaire.

#Pascal

Ce qui est tellement intéressant, c'est que, bien sûr, « l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire. » Cette phrase — c'était Friedman, non ? Oui, c'était bien Friedman, n'est-ce pas ? Il a en quelque sorte essayé d'ancrer cela dans l'esprit des gens. Mais l'un des aspects importants de la théorie monétaire moderne, c'est qu'elle ne part pas de la simple analyse de l'offre et de la demande. Elle commence en réalité par examiner ce qui se passe dans les bilans, n'est-ce pas ? Cette vision de l'économie à travers les bilans — les équilibres clés où l'on trouve les passifs, les actifs et les capitaux propres de chaque côté. Pourquoi est-ce important pour bien comprendre les fondements de la manière dont l'économie monétaire fonctionne réellement ?

#Carlos G. Hernández

Eh bien, il est très important de comprendre à quoi servent les déficits publics. Les déficits publics sont quelque chose que les néolibéraux considèrent comme une chose horrible — selon eux, il vaut toujours mieux ne pas avoir de déficit public, quel qu'il soit. Le mot « déficit » lui-même a une connotation négative. Quelque chose qui est en déficit est quelque chose qui n'est pas suffisant ou...

#Pascal

Oui, et cela va de pair avec le mot « dette », n'est-ce pas ? La dette a une connotation morale négative.

#Carlos G. Hernández

Oui, moralement — ou on peut avoir un déficit d'intelligence ou des choses de ce genre. Mais ce qu'il faut comprendre, c'est qu'un déficit public équivaut à une épargne privée. Et quand on parle d'

épargne privée, l'argent provient de l'émission publique, ou des déficits publics. C'est ce que le secteur privé utilise pour épargner. Donc c'est la même chose. Quand on parle d'épargne privée, tout va bien — tout le monde dit : « Oh non, non, l'épargne privée, c'est bien. » Et nous aimons tous avoir un peu d'épargne, et le secteur privé aime recevoir de l'argent du gouvernement ou du marché pour pouvoir épargner. Mais nous n'aimons pas les déficits publics. Eh bien, c'est la même chose. C'est la même chose : l'épargne privée est égale au déficit public.

C'est quelque chose que le grand public ne comprend pas vraiment. On entend toujours dire — surtout ici, dans l'expérience la plus néolibérale que l'humanité ait connue, l'Union européenne — qu'il faut lutter contre les déficits publics. Or, lutter contre les déficits publics, c'est lutter contre l'épargne privée. Et l'épargne privée, c'est ce que le secteur privé utilise pour embaucher, dépenser, consommer, produire des biens et des services. C'est la perspective adoptée par la MMT : l'épargne privée est égale aux déficits publics. Alors, quel est le bon niveau de déficit public ? Du point de vue de la MMT, c'est celui qui permet d'atteindre le plein emploi sans créer d'inflation.

C'est ce que, dans mon livre, j'appelle le point de Lerner. Le point de Lerner est un point théorique en économie où l'on atteint 0 % de chômage et 0 % d'inflation. En effet, tant qu'il existe des ressources inutilisées dans l'économie, on peut dépenser davantage pour mobiliser ces ressources et les utiliser sans créer d'inflation. Une fois que l'on atteint le plein emploi, c'est à ce moment-là qu'il faut arrêter de dépenser. Quel est ce niveau, numériquement, pour le déficit public ? Nous ne le savons pas. Parfois, ce sera 5 %, parfois 20 %, parfois moins 2 %, parfois 0 %. Peu importe. Le bon niveau de déficit public est celui qui permet d'atteindre le plein emploi sans inflation.

#Pascal

Oui. Et quand on parle de pourcentages, tu sais, il faut aussi parler de la manière dont on mesure la dette publique, parce que je n'ai jamais compris pourquoi on la mesure en ratio dette/PIB. C'est une façon tellement arbitraire d'essayer d'évaluer la dette publique. N'est-ce pas ? Quelle part de la dette publique par rapport au PIB. Et l'implication, bien sûr, c'est que si tu as un ratio dette/PIB de 100 %, cela voudrait dire que toute la société devrait travailler pendant une année entière sans être payée pour rembourser cette dette publique. Mais c'est une manière assez stupide de voir les choses, de toute façon, parce que ce n'est pas comme ça que ça fonctionne. Je veux dire, on ne travaille pas uniquement pour rembourser cette dette publique en permanence.

C'est parce que tout cela forme un cercle, et il est très important que l'argent soit un cercle — que nous ne le considérons pas, comme tu l'as dit au début, comme une marchandise, quelque chose qu'il faut restituer intégralement et physiquement. Sinon, le cercle ne fonctionnerait plus. Et nous comprenons tous que l'économie est un cercle. Je veux dire, même nos économies personnelles, n'est-ce pas ? La manière dont nous gagnons de l'argent, dont nous le dépensons, et dont nous le dépensons pour d'autres qui, à leur tour, nous le rendent quand nous travaillons pour eux, et ainsi

de suite. Il faut que cela circule. Peux-tu peut-être en parler un peu — l'idée, d'abord, du ratio dette /PIB, et ce qui serait une meilleure façon de comprendre le bon niveau d'endettement et la circularité de l'argent, qui, je crois, est simplement admise comme allant de soi dans la MMT ?

#Carlos G. Hernández

Eh bien, le déficit public, c'est la différence entre l'argent que le gouvernement dépense et l'argent qu'il perçoit sous forme d'impôts. C'est ce qu'on appelle un déficit public. Quand on parle de dette nationale, oui, c'est la dette que le gouvernement doit au reste du monde. Et la principale question concernant la dette nationale est : dans quelle monnaie cette dette est-elle libellée ? Parce que si vous avez des dettes dans votre propre monnaie nationale, cette dette est toujours remboursable. Le problème de la dette nationale survient lorsque vous avez des dettes dans des devises que vous n'émettez pas. C'est là que vous pouvez avoir des difficultés à les rembourser. Ainsi, par exemple, dans le cas du Japon, les néolibéraux disent toujours : « Oh, c'est terrible. »

La dette nationale du Japon dépasse 200 % de son PIB. Certains affirment que cela signifie que le Japon ne pourra pas rembourser ces dettes, mais c'est absolument faux. Presque toute la dette nationale du Japon est libellée en yens — sa propre monnaie. Cela signifie que ces dettes seront toujours remboursables. Pour qu'il y ait une dette, il faut toujours deux parties : l'une qui souhaite émettre la dette et l'autre qui souhaite la détenir. S'il n'y a pas d'acheteur pour une reconnaissance de dette, on ne peut pas la vendre. Et dans le cas du Japon, il est clair que le pays n'a ni menti ni trompé le reste du monde.

Le reste du monde est très heureux d'acheter la dette japonaise, car cette dette est libellée en yens, et le gouvernement japonais ne peut pas manquer de yens. Cela signifie que la dette sera toujours remboursable. En même temps, le Japon connaît une inflation très faible et fonctionne en situation de plein emploi. Avec la monnaie japonaise, on peut acheter beaucoup de choses — et des choses de très grande valeur. Ainsi, le marché international et le reste du monde sont heureux d'accepter la dette japonaise, car elle sera toujours remboursable. La question clé est toujours la suivante : dans quelle monnaie cette dette est-elle émise ? Si la dette nationale est émise dans la monnaie nationale, cette dette sera toujours remboursable, et cela ne pose aucun problème.

#Pascal

Oui, je veux dire, le problème, par exemple, auquel l'Argentine a été confrontée à plusieurs reprises au cours des cent dernières années — un défaut de paiement national — était dû au fait qu'elle devait rembourser sa dette en dollars américains. Elle s'est endettée en USD, ce qui est en réalité ce que beaucoup de ces institutions de Bretton Woods font avec les pays en développement, n'est-ce pas ? Elles leur accordent des prêts.

#Pascal

Oh, tiens—prends un prêt, prends un peu d'argent.

#Pascal

Au fait, le prêt est en dollars américains, et vous devrez nous rembourser en dollars américains. Et si vous n'avez pas de dollars américains, eh bien, nous devons procéder à des ajustements structurels — ce qui signifie essentiellement que vous devrez céder vos secteurs riches en ressources sur un plateau d'argent à des gens des États-Unis et d'Europe. Ensuite, nous allons vous accorder un autre prêt, avec plus de dollars, afin que vous puissiez rembourser le premier. Et une fois que vous serez à nouveau à court de dollars pour rembourser celui-là — eh bien, la prochaine vague de restructuration arrivera, n'est-ce pas ?

#Carlos G. Hernández

Exactement. Je veux dire, c'est le principal problème des pays en développement. Ils ne sont pas autorisés à utiliser leur propre monnaie pour commercer avec le reste du monde. Il faut toujours une devise étrangère — généralement des dollars ou des euros. Et c'est la raison pour laquelle ils ont toujours des problèmes d'endettement. Dans le cas de l'Argentine, c'est également très clair. Ils doivent utiliser leur monnaie nationale sur les marchés internationaux pour obtenir ces dollars. Et, bien sûr, cela inonde les marchés internationaux d'argent argentin, et cette monnaie perd de sa valeur. Ensuite, il y a l'inflation. Mais c'est quelque chose que je trouve très intéressant aujourd'hui avec l'expérience des BRICS et les nouvelles activités économiques que nous voyons en Chine, où, pour la première fois, les pays en développement ont été autorisés à utiliser leurs monnaies nationales pour commercer avec ces pays. Et je pense que c'est la voie à suivre.

#Pascal

Je voudrais ajouter une autre observation, cependant. Je pense qu'il existe une autre façon pour un pays de, disons, « manquer » de sa propre monnaie ou de ne pas pouvoir rembourser sa dette dans sa propre monnaie. Et cela se produit lorsque le Parlement adopte des lois qui empêchent le gouvernement national de s'endetter davantage. Je veux dire, certains pays, y compris mon pays d'origine, la Suisse, ont cette politique — ce qu'on appelle un frein à l'endettement. Et cela repose sur une loi stipulant que le gouvernement n'a pas le droit de, disons, dépenser plus que, je crois que dans le cas suisse, environ 5 % de dette par rapport au PIB par an, quelque chose comme ça. J'ai oublié la valeur exacte. Mais cela signifie qu'il existe une contrainte réglementaire, un obstacle réglementaire, à la capacité du gouvernement de s'endetter. Et dans de telles circonstances, on peut aussi se retrouver dans une situation où le gouvernement n'a soudainement plus l'argent nécessaire pour payer toute la dette qu'il a déjà, n'est-ce pas ?

#Carlos G. Hernández

Oui, c'est une limite de dépenses auto-imposée, mais ce n'est pas une limite fonctionnelle. C'est une décision politique. Si vous avez votre propre monnaie, vous pouvez toujours rembourser toutes ces dettes, car vous pouvez toujours créer plus d'argent. Donc un défaut de paiement involontaire n'est jamais possible. Par exemple, je me souviens que dans les années 1990, la Russie avait décidé de ne pas rembourser sa dette nationale parce que cela provoquait d'énormes problèmes d'inflation. Mais ce n'était pas parce que la Russie ne pouvait pas rembourser ces dettes — c'était une décision prise parce que le remboursement de ces dettes détruisait l'économie russe. Ce n'est pas qu'ils ne pouvaient pas rembourser ; ils ont choisi de ne pas le faire. Je veux dire, on peut toujours rembourser, mais bien sûr, parfois les conséquences sont terribles, et les pays décident de ne pas payer. Mais c'est une décision politique — c'est quelque chose que l'on décide volontairement. Un défaut de paiement involontaire dans ce cas n'est pas possible. On peut toujours rembourser.

#Pascal

Dans votre propre monnaie. Dans votre propre monnaie. Maintenant, votre livre s'intitule bien sûr *Fiat Socialism*. J'ai remarqué qu'il y a beaucoup de gens à gauche, surtout en ligne, qui croient vraiment que l'or a une valeur intrinsèque et qu'il faudrait revenir à l'étalon-or, etc. Et je me dis toujours : mais vous, les gens de gauche — prenons quelqu'un comme Jimmy Dore, par exemple, que j'admire beaucoup — j'admire ce type, mais lui, du moins quand j'écoute ses interventions sur l'économie, ne semble pas être d'accord avec la MMT. Il semble plutôt penser : « Non, non, non, la dette publique est une mauvaise chose, il faut tout rembourser, il faut revenir à l'étalon-or. » Et ce serait en quelque sorte l'opposé de ce qui, en réalité, permettrait de réaliser le socialisme à l'échelle nationale, non ? Alors, pouvez-vous nous expliquer pourquoi vous pensez que la MMT est la voie pour concrétiser le socialisme à travers la monnaie fiduciaire ?

#Carlos G. Hernández

Eh bien, ce que j'ai constaté, c'est qu'à mon avis, il existe beaucoup de points communs entre les travaux de Keynes et de Kalecki et l'idée du socialisme d'un point de vue normatif. Comme vous le dites, ce que je propose dans mon livre, c'est une forme normative de socialisme, où l'on ne définit pas le socialisme par la propriété des moyens de production, mais par l'accès aux biens et aux services. J'y soutiens que la taille du secteur privé devrait et pourrait être décidée démocratiquement. Certains pays pourraient choisir d'avoir un secteur privé qui produit beaucoup de choses, ce qui aboutirait à un secteur privé très vaste. D'autres pourraient préférer en avoir un plus restreint, et certains pourraient décider que seules les familles constituent le secteur privé, sans activité économique privée dans le reste de l'économie.

#Pascal

Autrement dit, tout est produit par le gouvernement dans ces États. Oui.

#Carlos G. Hernández

Mais à mon avis, ce n'est pas là le principal enjeu du socialisme. On peut toujours décider démocratiquement — chaque société peut déterminer la taille de son secteur privé. Selon moi, en suivant la notion que David Graeber appelait « communisme de base », la question centrale du socialisme est de savoir quoi, et qui, a accès à quels biens et services. Ainsi, à mon sens, c'est de cette manière qu'il faut analyser une transformation socialiste de la société. Et dans mon livre, je parle d'un économiste nord-américain nommé Stuart Chase, qui a publié dans les années 1940 un ouvrage intitulé **The Road We Are Traveling**.

Et dans ce livre, il affirme que tout gouvernement rationnel devrait toujours, toujours garantir cinq choses : le plein emploi ; une garantie des cinq éléments essentiels pour chaque citoyen — la nourriture, le logement, les vêtements, les services de santé et l'éducation ; la sécurité sociale, qui comprend les allocations de vieillesse, les prestations en cas de maladie, d'accident, de chômage temporaire, de maternité, et ainsi de suite ; et des normes du travail, ce qui signifie que les conditions de travail doivent toujours être décentes et que les syndicats doivent être autorisés à veiller au respect de ces normes.

Donc, à mon avis, si vous disposez de ces cinq éléments essentiels que Stuart Chase, dans son livre, appelait les cinq éléments que tout gouvernement rationnel devrait toujours garantir à ses citoyens, alors vous aurez une société socialiste. Vous aurez une société socialiste parce que ces cinq éléments essentiels n'ont jamais été atteints sous le capitalisme. Comme nous le voyons dans le premier livre du **Capital** de Karl Marx, il y affirme qu'on ne peut pas avoir de capitalisme sans une armée de réserve de chômeurs, par exemple. On ne peut pas avoir une politique de plein emploi permanent garantie par le gouvernement — avec, par exemple, une garantie d'emploi — et continuer à appeler cela du capitalisme. Il en va de même pour le logement, ou pour la gratuité...

#Pascal

Pourquoi cela ? Je n'ai jamais lu **Le Capital** de Marx. Peux-tu m'expliquer pourquoi il affirme que le capitalisme est intrinsèquement incompatible avec le plein emploi ou avec le logement pour tous ?

#Carlos G. Hernández

Eh bien, ce qu'il dit — et je pense qu'il a tout à fait raison — c'est que, dans le capitalisme, le niveau général de chômage est toujours entre les mains du secteur privé, des entreprises. Ainsi, au bout du compte — et c'est ce que nous observons aujourd'hui —, les décisions prises par les entreprises privées déterminent le niveau de chômage que nous avons dans la société. Si les entreprises décident de licencier des travailleurs, alors ces travailleurs seront au chômage. Et, en fin de compte, cette décision reste entre des mains privées. Ce que la garantie d'emploi et l'idée de défense sociale proposent, c'est que la décision concernant le niveau général de chômage soit retirée des mains du privé et confiée à celles du gouvernement. Le gouvernement devrait toujours garantir un emploi

plein et permanent, afin que chacun dispose d'un travail décent lui permettant de mener une vie digne.

Et cela signifie, bien sûr, que le pouvoir que les entreprises privées exercent sur les travailleurs disparaît. Les choses deviennent alors égales. C'est ce que Marx appelait l'association libre des individus. Ainsi, vous n'avez plus cette épée mythique suspendue au-dessus de votre tête, vous menaçant de chômage et de conditions de vie inférieures si vous ne vous comportez pas comme il faut ou si vous acceptez de moins bonnes conditions de travail. De cette manière, le secteur privé — c'est-à-dire ceux qui dirigent l'économie privée — et les travailleurs seront sur un pied d'égalité. Il n'y aura plus de différence de pouvoir, vous voyez ? Et c'est la même chose pour les autres des cinq points dont parle Stuart Chase. On peut organiser la société de cette façon, mais à mon avis, on ne peut plus appeler cela le capitalisme, car sous le capitalisme, ces politiques n'ont jamais existé. Voilà.

#Pascal

En gros, l'idée est que l'on peut soit avoir un système social qui optimise le profit privé des individus, soit un système qui optimise le bien commun de la société — en élevant le niveau de vie de tous. Mais on ne peut pas optimiser les deux en même temps. Bien sûr, on peut avoir un mélange des deux, mais on ne peut pas optimiser simultanément pour les deux. Et un système capitaliste aura toujours tendance à optimiser pour le premier, ce qui explique aussi pourquoi nous observons toutes ces formes intrinsèquement capitalistes d'échec du marché.

Par exemple, un marché totalement libre — un marché absolument sans entraves — aura toujours tendance à créer des monopoles. Et les monopoles sont par nature anticoncurrentiels ; ils chercheront toujours à maximiser la rente et à détruire la concurrence. C'est donc l'une des choses qu'une société optimisée pour le profit fera. D'un autre côté, il faut toujours un certain mécanisme de redistribution, et il y aura toujours une part d'argent gaspillée parce qu'elle ne finit pas dans les poches de quelques-uns, n'est-ce pas ? Mais il y aura des inefficacités dans ce système, du moins selon l'interprétation du point de vue capitaliste. C'est bien de cela qu'il s'agit ?

#Carlos G. Hernández

Oui, exactement. Il s'agit de prendre en compte les classes parcourues. Et pour avoir une société égalitaire, il ne s'agit pas de redistribuer la richesse, mais de la prédistriber. Je veux dire, on prend toutes ces caractéristiques — ces cinq points dont j'ai parlé à partir de Stuart Chase, les caractéristiques internes du cycle économique. Et du point de vue marxiste, ce que Marx soutient, surtout dans le troisième volume du **Capital**, c'est que si l'on permet l'entreprise privée, le système finira nécessairement par s'effondrer. Il ne formule donc pas un argument moral, du type « je préfère la propriété publique des moyens de production » ou « je pense que les modes de production collectifs sont moralement supérieurs aux modes privés de création de biens et de services ». Non, non. Ce qu'il présente, c'est une prophétie — la prophétie selon laquelle, si l'on permet l'entreprise privée, tôt ou tard, il y aura une crise économique et tout le système s'effondrera.

#Pascal

Sur la base d'une observation fonctionnelle. C'est simplement ainsi que cela fonctionne — les mécanismes du capitalisme sont tels qu'ils finiront par se défaire eux-mêmes, ou qu'ils conduiront à l'effondrement. Ce n'est pas qu'il le faille, ni que ce serait souhaitable. Non, c'est juste que c'est ainsi que la machine fonctionne. C'est bien son analyse, non ?

#Carlos G. Hernández

Exactement. C'est une prophétie. Et pour étayer cette prophétie, il utilise l'or, ou la monnaie marchandise. Dans le deuxième volume du **Capital**, il dit que les propriétaires privés des moyens de production ne peuvent extraire du cycle économique que ce qu'ils y ont investi auparavant — autrement dit, ils ne peuvent pas retirer plus d'argent qu'ils n'en ont investi. Et il soutient que c'est parce que la monnaie est de l'or, qu'il y a toujours une monnaie fondée sur une marchandise dans le cycle économique. Eh bien, c'est précisément ce que la MMT réfute et n'accepte pas. Je parle du cycle de production où, depuis le début de la civilisation, il y a eu plus d'investissement dans la société que de monnaie adossée à l'or que l'on pouvait injecter dans le cycle économique. C'est parce que, depuis le Néolithique — depuis la Révolution néolithique — le gouvernement a toujours été capable d'introduire la monnaie nationale dans l'économie pour créer des biens et des services.

Et c'est quelque chose que Marx n'inclut pas dans son analyse. C'est pourquoi il affirme que si l'on autorise l'entreprise privée dans l'économie, celle-ci finira toujours par s'effondrer. Je pense que c'est là qu'il se trompe. Je parle, par exemple, de la loi de la tendance à la baisse du taux de profit, et je pense que si l'on examine les faits historiques, cette loi est factuellement fautive. Et je dis que, d'un point de vue monétaire moderne, la manière de dépasser cette fautive loi historique passe par la loi de Mosler — du nom de Warren Mosler, l'autre père de la Théorie Monétaire Moderne. Il affirme qu'il n'existe aucune crise financière qui ne puisse être surmontée par un niveau suffisant de déficit public ou par une réduction suffisante des impôts.

On peut toujours surmonter n'importe quelle crise financière. Et cela signifie que les systèmes permettant l'entreprise privée n'ont pas nécessairement à s'effondrer, vous savez. C'est pourquoi j'adopte cette perspective normative du socialisme, plutôt que la loi historique que l'on trouve dans le marxisme. Bien sûr, on peut trouver dans les œuvres de Marx — par exemple, dans sa critique du Programme de Gotha et dans **Le Capital** lui-même — de nombreuses perspectives normatives sur le socialisme. Il parle du plein emploi, des services sociaux, du logement, et ainsi de suite. Mais il inclut aussi cette prophétie historique, qui, je pense, si l'on comprend la monnaie fiduciaire, apparaît très clairement comme fautive. Et c'est pourquoi le livre s'intitule **Socialisme fiduciaire**.

#Pascal

En résumé, vous recommandez aux personnes ayant des inclinations socialistes d'examiner de manière approfondie et sérieuse la Théorie Monétaire Moderne — non pas pour inventer des histoires de toutes pièces, mais pour bien comprendre comment l'économie réelle et le système monétaire fonctionnent ensemble. L'idée est d'élaborer des politiques qui soient, premièrement, durables, et deuxièmement, socialistes, sans tomber dans le piège du « nous n'avons tout simplement pas d'argent ». Vous savez, le discours habituel : « Nous aimerions avoir le plein emploi, un bon système éducatif, des soins de santé — mais nous n'avons tout simplement pas l'argent. »

Parce que, en ce sens, même les personnes qui soutiennent que nous devrions dépenser de l'argent pour l'éducation plutôt que pour la guerre raisonnent encore à l'intérieur du modèle standard de l'économie néoclassique. L'idée n'est pas de dire : « Non, non, ce n'est pas ça le problème. » En réalité, nous aurions de l'argent pour les deux si nous mettions simplement le système en ordre. Même si je pense qu'il est toujours bon de retirer de l'argent au complexe militaro-industriel, par tous les moyens et à tout moment — nous devrions leur en retirer. Mais le point principal, c'est que la manière de concevoir l'argent et la distribution est fondamentalement différente dans ces deux systèmes théoriques, n'est-ce pas ?

#Carlos G. Hernández

Exactement. Et on peut aussi observer des cas historiques, par exemple en Union soviétique. La Russie était un pays très peu développé avant la révolution soviétique, et quelques décennies plus tard, on avait le premier homme dans l'espace, la victoire pendant la Seconde Guerre mondiale, et le pays était devenu une superpuissance. D'où cela venait-il ? Des impôts payés par les pauvres citoyens soviétiques ? Eh bien, c'est absurde. Les impôts que les citoyens soviétiques payaient étaient très faibles ; ils ne finançaient rien. Ce qu'on constate, c'est une politique de plein emploi mise en place par Lénine, où les gens allaient travailler et étaient payés en roubles. Et il y avait le plan GOST, qui était le plan d'industrialisation de l'Union soviétique. Tout le monde avait un emploi, tout le monde produisait pour la société, et ils étaient payés en monnaie russe — en roubles.

Bien sûr, pour commercer avec le reste du monde, il fallait encore de la monnaie marchandise, car c'est ce que le reste du monde acceptait. Mais pour créer le plein emploi à l'intérieur de l'Union soviétique, ce n'était pas nécessaire. Il suffisait d'un impôt et d'une banque centrale qui embauchait tout le monde. L'impôt donnait de la valeur à la monnaie que la banque centrale créait à partir de rien. Et cela a créé une société en plein emploi, qui produisait tout ce que l'on trouvait en Union soviétique. Je veux dire, le problème — enfin, le fait est que, bien sûr, il n'y avait pas d'entreprise privée, puisque tout appartenait au secteur public. Mais à mon avis, si l'on avait autorisé l'entreprise privée, le système ne se serait pas effondré. Le système aurait pu survivre, et chaque société devrait décider de la taille que doit avoir le secteur privé.

#Pascal

Et cela ne veut pas dire que, dès qu'une telle société existe, tout ce qu'elle produit est automatiquement bon. Il y a toujours la possibilité de gaspiller des ressources de travail. On peut produire des choses stupides, on peut produire des choses contre-productives — comme des fusils, des armes, des bombes, et ainsi de suite — qui peuvent tuer beaucoup de gens. Mais, en fin de compte, c'est une décision politique. Le problème n'est pas de savoir qui a l'argent ; le problème, c'est de savoir qui décide de ce que nous produisons.

#Carlos G. Hernández

Tu peux avoir de la corruption — bien sûr, toutes sortes de choses négatives. Mais comme tu le dis, c'est un problème politique.

#Pascal

Bien. Je veux dire, c'était vraiment, vraiment intéressant, Carlos. Merci beaucoup. Je pense que cela vaut vraiment la peine de discuter de cette approche. Et encore une fois, quand on parle de théorie monétaire moderne, cela ne veut pas dire que c'est comme la théorie de la relativité ou quelque chose de ce genre. Les théories en sciences sociales, et ainsi de suite, désignent surtout certaines manières de comprendre les mécanismes avec lesquels nous travaillons. Nous avons le modèle néoclassique, qui repose sur des hypothèses, et nous avons le modèle MMT, qui repose aussi sur des hypothèses, mais à mon avis, il est beaucoup plus fondé sur la mécanique réelle. Et cela conduit à des conclusions différentes sur la manière de concevoir le fonctionnement de la société elle-même. Mettons simplement cela sur la table. Les personnes qui souhaitent se procurer ton livre — où peuvent-elles aller pour obtenir **Fiat Socialism** ?

#Carlos G. Hernández

Eh bien, **Fiat Socialism** a été publié en espagnol, en allemand et en anglais. Vous pouvez le trouver partout — sur Amazon ou dans votre librairie habituelle. Vous pouvez également le trouver sur le site web de Lollabooks, lollabooks.eu.

#Pascal

Je mettrai bien sûr le lien vers le livre, dans les trois langues, dans la boîte de description ci-dessous. Nous reparlerons bientôt. Carlos García Hernández, merci beaucoup pour votre temps aujourd'hui.

#Carlos G. Hernández

Merci beaucoup. Ce fut un grand plaisir.